L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

ABONNEMENT ORDINAIRE.....$10 | payable d'avance
DO. POUR SIX MOIS.....$6

PAR BULLITT, MAGNE & Cie
No. 91, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 31 MARS 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:

HENRY CLAY.

LE COLOMBIA, parti de Liverpool le 4 du courant, était attendu à Boston le 20; s'il n'a pas été retardé par les mauvais temps et si la malle ne départ pour un jour de ses habitudes d'irrégularité, nous pourrions bien avoir aujourd'hui des nouvelles d'Europe de 21 jours plus récentes.

☞ Nous recommandons à nos lecteurs notre correspondance particulière de New York.

SUICIDE.—Un homme nommé Samuel Miller, exerçant le métier d'horloger, dans la rue Jefferson, s'est coupé hier la gorge avec un rasoir. Il y avait quelque temps que ce malheureux était arrivé de New-York; et l'on attribue son suicide à des embarras pécuniaires.

PLUIE DE SOUFRE.—Plusieurs personnes ont remarqué qu'une pluie de soufre avait précédé la pluie violente qui est tombée hier vers le milieu de la journée.

SEDITION.—Le bruit courait à New York qu'une sédition avait été découverte à bord du sloop de guerre *John Adams*. C'est le même bâtiment à bord duquel le jeune *Spencer* s'était efforcé d'exciter une révolte avant d'être transféré sur le *Somers*.

Le navire des Etats-Unis, *Concord*, s'est perdu dans les premiers jours du novembre dernier, dans le Canal de Mozambique.

EXPLOSION.—Le bateau à vapeur Cutter a sauté le 17 courant à Pittsburg au moment où il quittait ce port. Le second ingénieur et deux hommes de couleur ont été tués; dix autres personnes ont été plus ou moins grièvement blessées.

MISSISSIPI.—Le gouverneur de cet Etat, W. Tucker, a lancé une proclamation dans laquelle il offre une récompense de $1000 pour l'arrestation de Richard S. Graves, trésorier d'Etat, qui a disparu avec les fonds du trésor. Graves avait été arrêté le 22 courant et mis en route pour cour d'enquête. Le 26, avant la fin de cette enquête, il parvint à se soustraire à la garde du shérif. Graves est un homme de 38 à 39 ans, d'une taille de 5 pieds, 9 à 10 pouces, ayant les cheveux brune, les yeux clairs, le front fuyant &c. Le gouvernement déclare que les fonds du trésor soustraits par le susdit Graves ne seront point payés.

OHIO.—Le 18 courant, à Wheeling, l'Ohio avait huit pieds d'eau et baissait; il était tout à fait délivré des glaces. A Pittsburg le même jour, il avait six pieds d'eau; la veille à Cincinnati, il montait rapidement.

PHILADELPHIE.—Les élections municipales qui viennent d'avoir lieu à Philadelphie ont donné l'avantage aux whigs et sont du plus favorable augure pour le succès à venir de la bonne cause.

LE CLARION.—Le bateau à vapeur *Clarion*, capitaine Toulmeche, a sorti samedi dernier dans le Tombechee, à 12 milles au dessus de Demopolis, (Alabama). Il revenait à Mobile, ayant à bord environ 900 balles de coton. La plus grande partie de la cargaison a été sauvée; mais le bateau lui-même est entièrement perdu. Le *Clarion* est le bateau qui, récemment sur la même rivière, heurta et fit sombrer le *William Robinson*. Les passagers du Clarion sont arrivés le 28 courant, à Mobile.

M. W. WALLACE est à Mobile en ce moment; il y donnera sans doute un concert. Le *Register and Journal* de cette ville, après un juste éloge de cet artiste, ajoute: "Il ne sera pas hors de propos de rappeler que M. Wallace est le premier pianiste de la reine Victoria, et le voyage en ce moment en vertu d'un congé." Savez-vous que M. Wallace fut premier pianiste de S. M. B?

INCIDENTS DE VOYAGE.— Nous recevons de MM. Harper & Brothers de New-York, par l'intermédiaire de MM. Woodall et Co. de cette ville, un exemplaire des *Incidents de Voyage dans le Yucatan*, par M. Stephens. Cet ouvrage, qui est plein de vie, de la main même de l'auteur sur l'Amérique centrale, offre le même intérêt. Il est enrichi de gravures qui lui donnent un prix tout particulier. Nous y reviendrons.

NEW HAMPSHIRE.—Nous avons des retours partiels des élections dans cet Etat. Le gouverneur HUBBARD sera réélu à une faible majorité. Les membres dont l'élection est connue, se composent de 101 radicaux, set whigs et 10 conservatifs. Les locofocos ont perdu de leurs forces depuis l'an dernier.

[Correspondance particulière de l'Abeille.]

NEW-YORK, 19 mars 1843.

Nous avons éprouvé, jeudi dernier, le plus violent orage qui ait fondu sur nous cet hyver. Le vent soufflait avec rage et la crainte fut que nous n'ayons bien des désastres à enregistrer par lendemain. En ville, la neige a tombé en grande abondance, et bon nombre de rues ont été rendues impraticables. Dans quelques-unes de la neige amoncelée par le vent formait une couche d'environ six pieds. Une maison de la rue Washington a été renversée, et sa chute a causé de grands malheurs: une femme a été tuée, tandis que l'enfant qu'elle allaitait n'a point souffert: le mari de cette femme a eu le bras cassé, et l'un de ses enfans la jambe fracturée.

La barque Isabelle, de Porto Rico, s'est jetée sur la côte de l'île de Staten et deux fois déchargée. Le navire Florian, venant de Rio Janeiro, a été échoué dans la baie du Prince et devra également être déchargé. Un grand nombre de goélettes et de sloops ont été démâtés; quelques autres bâtimens ont sombré.

L'orage n'a pas été moins violent dans l'Est. Le bateau à vapeur de Stonington est arrivé ce matin avec trois malles qui ne nous étaient pas parvenues en retard.

La corvette des Etats-Unis *Saratoga*, venant de Portsmouth, New-Hampshire, a été jetée par l'orage, et a la hauteur de Rye, elle dû abandonner ses ancres et couper ses mats pour ne pas être jetée à la côte. Le lieutenant Parrott est venu à terre et s'est procuré un bateau à vapeur pour aller au secours du Saratoga.

Le baleinier General Williams, capt. Baily, ayant à bord 4600 barils d'huile de baleine, est entré dans le Sound et a jeté l'ancre près de Saybrook. Il avait les mats abattus. Le capitaine partit en canot avec six hommes de son équipage pour aller à terre chercher un bateau à vapeur; le canot chavira, et le capitaine et cinq hommes se noyèrent.

L'arrivée à Boston de la Maria Théreza, venant de Manille, celle du Friend à New London, confirment la nouvelle de la perte de la corvette des E Unis Concord. Ce navire s'est perdu dans le canal de Mozambique. Le capitaine Burrows, le payeur Hart, et un homme d'équipage se sont noyés en remontant en bateau la rivière Zamois. Le sloop des Etats Unis *John Adams*, se trouvait au Cap pour recueillir les officers et l'équipage.

Le bruit courait qu'une sérieuse sédition avait éclaté à bord de ce dernier bâtiment.

AFFAIRE DE SOMERS.—LA Cour martiale n'en avait pas encore fini le 20 courant avec l'affaire du commandant MacKenzie. Il est probable, cependant, que cet interminable procès est décidé à l'heure qu'il est. Le commandant MacKenzie devait, après l'audition des témoignages, faire présenter par ses avocats une justification complète de sa conduite; puis le juge avocat devait répondre et d'après toutes les probabilités soutenir l'accusation. La décision de la Cour ne se sera sans doute pas fait attendre après la clôture des plaidoiries.

TREMBLEMENT DE TERRE.—La goélette *Francis Kennedy*, arrivée récemment de Charleston, le 22 courant, annonce qu'un second tremblement de terre s'est fait sentir le 3 courant, dans la partie septentrionale de la Guadeloupe. Un capitaine, qui se trouvait en ce moment à la pointe du nord de l'île, a déclaré que son navire avait reçu un choc si violent que les matelots avaient eu grand peine à rester sur leurs pieds. Un épais nuage de fumée se faisait voir dans le voisinage de la Basse-Terre, et l'on avait de sérieuses craintes pour cette partie de la Guadeloupe qui avait été épargnée au mois de février. St. Thomas a ressenti aussi le 3 courant, un tremblement de terre; mais comme la première fois cette île a peu souffert. Les nouvelles reçues de la Pointe à Pitre par le même arrivage sont bien loin d'être consolantes: la salubrité y est singulièrement compromise par les amas de ruines qu'on n'a pas encore pu déblayer et qui renferment des cadavres.

La comète s'est montrée le 2 courant, à St. Thomas, elle jetait, dit-on, un éclat si vif qu'elle a causé de vives alarmes aux habitans. Ces alarmes ne sont-elles pas naturelles au milieu des effroyables désastres qui les entourent? Tout doit leur causer d'horribles appréhensions.

HAYTI. — L'*Atlas* de Boston publie une lettre d'un négociant de Jérémie, qui donne quelques détails sur l'insurrection, sur son but et sur ses chances de succès. Le correspondant de notre confrère du Nord prétend que l'insurrection est basée sur des motifs parfaitement justes et qu'elle mérite de réussir. Les pétitions, suivant ce correspondent, demandent: 1o. Que la constitution soit révisée; celle qui existe depuis 1816 devait être révisée tous les neuf ans, et le président s'est toujours opposé à cette révision; 2o. Que le président ne soit à l'avenir élu que pour cinq ans au lieu de sept, et non point pour la vie; 3o. Que l'économie soit permanente qui pèse sur le pays, soit ici, soit à Paris; et 4o. Que le président Boyer soit tenu de rendre un compte exact des finances de l'Etat et qu'il soit tenu à rembourser toutes les sommes qu'il aura fait sortir de l'île pour son propre compte.

MONTEVIDEO.—On se rappelle qu'au commencement de janvier dernier, le consul anglais, de concert avec le consul français, signifia au gouvernement de la république Argentine qu'il eut à cesser la guerre contre la république Orientale. Le général Rosas n'avait point encore répondu le 20 janvier à cette signification, et le désarmement ne semblait point s'opérer, bien qu'une corps d'invasion qui avait franchi l'Uruguay, eût repassé cette rivière pour rejoindre le général Oribe qui se trouvait toujours dans la province d'Entre-Rios. C'est là que les Argentins semblaient vouloir concentrer leurs forces. Le leur cote, les Montévidéens prenaient des mesures de surveté. Ribera réorganisait ses forces sur le Rio Negro et le général Paz, à la tête de la réserve, avait son quartier général à Molino, non loin de Montévideo. On annonçait que le commandant de l'escadre anglaise qui se trouvait à Rio Janeiro, devait se rendre à Montevideo sur la frégate *Alfred*.

GUATAQUIL.—Il règne en ce moment dans cette ville une épidémie qui fait de grands ravages. Elle a déjà emporté le Consul Américain et bon nombre des principaux habitans.

RAPPORT OFFICIEL

Des Délibérations du Senat de la Louisiane.

SEANCE DU MARDI 28 MARS 1843.

Sur motion de M. Walker, le secrétaire est autorisé à nommer un nouveau commis d'enrôlement.

M. Sparrow présente un acte pour amender l'acte réduisant les salaires des commis de la Législature. Les commis de traduction et de minutes ont été réduits de $10 à 6. Cette réduction est disproportionnée aux autres qu'on a faites. Ces commis ont trop d'ouvrage pour que 96 soient une compensation suffisante de leurs services. Il propose de fixer leur salaire à $8 par jour.

Après diverses des règles le bill passe.

Sur motion de M. Armant, le Senat prend sous considération le bill pour étendre les limites de la paroisse St. Jacques.

M. A. explique le but du bill et dit que les MM. Fortin ont une habitation dont une partie seulement se trouve dans les limites de la paroisse; que cependant l'habitation dont la balance est comprise dans la paroisse St. Jean-Baptiste est beaucoup plus considérable que celle de St. Jacques; et qu'enfin ils désirent que l'habitation ci soit comprise en entier dans les limites de cette dernière paroisse.

M. Garcia appelle M. Morse au fauteuil.

Ensuite il fait observer que par une loi générale la collecte des taxes sur des habitations dans le même cas que celle des M. Fortin, se fait dans la paroisse où se trouve la majeure partie de l'habitation; mais que ce n'est pas une raison pour restreindre le territoire d'une autre paroisse. L'intérêt général ne doit pas être sacrifié aux vues de quelques individus. Ses constituants n'ayant pas été consultés sur cet empêchement, il ne pourra point, il ne peut y consentir. M. G. cite l'exemple d'une habitation, située à la fourche des paroisses St. Jean Baptiste et St. Charles; il n'est pas résulté d'inconvénient de la collecte des taxes foncières dans une seule paroisse.

M. Hoa, sans vouloir intervenir dans la question, sait que la réclamation de MM. Fortin a droit à l'attention du Sénat. Ces Messieurs désirent que leur propriété soit comprise dans une seule paroisse, parce qu'il leur est désagréable d'avoir à faire avec deux juridictions. Il fait ensuite un exposé général de la question.

Le sujet est discuté ensuite par MM. Garcia et Armant.

M. Walker oppose à la proposition des raisons indiquées déjà par M. Garcia et croit qu'il convient de remettre le sujet à la session prochaine: on pourra alors savoir quelle est l'opinion de la paroisse St. Jean-Baptiste.

Après quelques autres explications de MM Downs, Garcia et Sparrow, M. Walker renouvelle sa motion de renvoi à la première session, qui est adoptée.

M. Hoa, selon l'avis qu'il en avait donné, présente un bill pour renouveler certains pouvoirs. Après diverses des règles, le bill passe.

M. Downs, au nom du comité judiciaire auquel a été référé un bill pour établir une Cour d'Erreurs en matière criminelle, rapporte un bill avec des amendemens, lesquels, sur sa motion, sont mis à l'ordre du jour pour le 29.

Sur motion du même sénateur, les rapport et résolutions qu'il a présentés dernièrement au nom du comité des relations fédérales, recommandant l'annexation du Texas aux Etats-Unis, reçoit le concours du Sénat.

M. Downs demande à présenter un bill pour transférer le siége du gouvernement de la Nouvelle-Orléans à Bâton-Rouge.

M. Hoa s'y oppose, et après diverses des règles, la question est décidée dans la négative.

M. Downs donne avis qu'il la présentera de nouveau demain.

Sur motion de M. Downs, le Sénat discute le bill relatif aux appels à la Cour Suprême.

M. Hoa propose à une assez grande innovation dans un système de jurisprudence établi comme le nôtre.

M. Downs appuie sa proposition par la nécessité de la mesure et par le précédent qui existe à cet égard à la Cour Suprême des Etats-Unis.

M. Hoa ayant demandé le dépôt sur le bureau,

M. Labauve combat le changement radical proposé par M. Downs, et dit qu'il serait embarrassé lui-même de s'y reconnaître, quoiqu'il ait quelque expérience.

M. Downs répond que c'est le même mode de juger des causes aux Cours d'appel par des bills d'exception, d'erreur, &c., qui a été constamment suivi par le barreau dans un grand nombre de cas, comme on peut le voir en se référant aux rapports des décisions de la Cour Suprême.

La motion de M. Hoa est mise aux voix,

M. Armant dit qu'il votera pour le dépôt sur le bureau parceque la session est trop avancée pour s'occuper d'un sujet aussi important.

M. Carter dit qu'il votera dans le même sens, parce qu'il existe des doutes sur la constitutionnalité de la proposition.

M. Sparrow croit qu'il conviendrait de faire quelques modifications au projet de loi, en attendant il votera comme les préopinants.

Le bill est déposé sur le bureau après un vote de 8 oui contre 1 non.

Sur motion de M. Downs, on s'occupe du message par lequel la Chambre annonce qu'elle insiste sur le rejet des amendemens du Sénat au bill relatif aux districts, et qu'elle demande la nomination d'un comité de conférence; MM. Brashear, Hunt et Wadsworth sont les membres nommés par la Chambre.

M. Hoa propose le concours à la nomination du comité de conférence.

M. Lacaste propose d'insister sur les amendements et de renvoyer le bill à la Chambre.

Ici s'élève une question de savoir si cette proposition ne ferait pas échouer le bill.

M. Downs appuie la proposition et ne croit pas que la validité de l'élection. La proposition ne pourrait qu'amener plus tard à la nomination d'un comité de conférence dont il ne voit pas la nécessité maintenant.

M. Hoa croit que le parti de la conciliation est le meilleur comme le plus habituel dans les différences d'opinion entre les deux Chambres. D'ailleurs l'arrangement du comité n'est obligatoire qu'autant que chaque branche de la législature y donne son concours. Il doute que l'autre proposition ne soit pas l'équivalent du rejet du bill; mais, dans tous les cas, elle montrerait absence de disposition de la part du Sénat à s'entendre sur le sujet.

Après d'autres débats entre MM. Morse, Davidson, Walker, Hoa, Sparrow et Downs,

Le président annonce que l'adoption de ce qu'a proposé le sénateur de Plaquemines serait équivalent au rejet du bill, et que la motion du sénateur d'Orléans devrait être mise à l'instant aux voix.

M. Winchester propose un comité de conférence est mis aux voix et adopté par 8 oui et 6 non.

M. Carter propose de nommer au scrutin les deux membres du comité pour le Sénat—Adopté.

M. Hoa demande un recès—Adopté par 8 oui et 6 non.

Les votes étant déposés, MM. David-on et Lacoste sont nommés vérificateurs du scrutin.

Au premier tour, MM. Morse et Armant sont élus.

Sur motion, l'élection contestée du district d'Iberville, est mise à l'ordre du jour pour le 30, et l'on accorde aux parties le privilége de se faire assister par des conseils, à leur option.

Après quoi, le Sénat s'ajourne.

RAPPORT OFFICIEL
DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

JEUDI, 30 mars 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement. L'appel nominal constate la présence de 32 membres.

M. Orr demande que l'on reprenne en considération le vote sur la 2me. 1840 ction relative au remboursement de l'amende imposée au général Jackson.

La reconsidération est renvoyée à mili.

Sur motion de M. Nicholls, la Chambre s'occupe de l'acte qui amende le Code Noir, et l'adopte section par section. Le bill passe après avoir subi une troisième et dernière lecture.

Sur motion de M. Bullé, la Chambre s'occupe du bill du Sénat qui détermine le chiffre pour lequel la paroisse de Sabine devra contribuer dans les taxes d'Etat. Le bill passe.

Sur motion de M. Phelps, la Chambre s'occupe du bill pour affermer le pénitentiaire, et le met à l'ordre du jour pour demain, immédiatement après la lecture du journal.

Sur motion de M. Wilson, la Chambre s'occupe du bill qui a pour but la création de deux nouveau districts électoraux dans les paroisses de Claiborne et des Rapides. M. Phelps présente quelques autres sections pour la création de nouveaux districts dans la paroisse de Catahoula. Le bill est lu trois fois et passe.

M. Voorhies annonce qu'il a soumis à l'approbation du gouverneur plusieurs bills et résolutions.

Sur motion de M. Newport, la Chambre s'occupe d'une résolution qui enjoint à l'Ingénieur d'employer les esclaves détenus au pénitentiaire à former un chemin entre Baton Rouge et Clinton. M. Newport présente un amendement à l'effet de former un chemin public du chemin de fer qui relie actuellement Baton Rouge à Clinton.

M. Winchester demande la dispense des règles, pour présenter un bill concernant la modification d'un district électoral dans la paroisse de St. Jacques. Le bill, après dispense, est lu trois fois et passé.

Sur motion de M. Delassize, et après dispense des règles, la Chambre s'occupe du bill pour autoriser les conservateurs d'hypothèques à en radier quelques-unes. Le bill passe.

M. Phelps introduit une résolution à laquelle le Sénat devra concourir, pour expédier à l'ingénieur d'Etat de former une des routes de l'Atchafalaya. Déposée sur le bureau, sujette à l'appel de la Chambre.

La Chambre s'occupe du bill pour incorporer le village de Markaville, et, sur motion de M. Courville, l'adopte. Le bill passe.

M. Clark présente un bill pour garantir aux gendres du pénitentiaire le produit journalier de leur salaire. Ce bill a pour but d'obvier à un inconvénient auquel les gendres ne sont trouvés soumis l'an dernier. Le bill est lu trois fois et passé.

Sur motion de M. Bordelon, la Chambre s'occupe de bill relatif à l'amélioration des bayou Beouf.

M. Selby objecte au temps que l'on fixe et au nombre de personnes que l'on accorde à l'ingénieur, pour l'exécution des travaux projetés. Il ne peut pas que l'on fasse aussi à l'ingénieur un marché de cette nature, par lequel il s'est toujours opposé à cette révision; 3o. Que le président ait droit à l'avenir d'y que pour cinq ans au lieu de sept, et non point pour la vie; 3o. Que l'économie soit permanente qui pèse sur le pays, soit ici, soit à Paris; et 4o. Que le président Boyer soit tenu de rendre un compte exact des finances de l'Etat et qu'il soit tenu à rembourser toutes les sommes qu'il aura fait sortir de l'île pour son propre compte.

[PAR AUTORITÉ.]

ACTE

Acte pour amender l'article trois mille cent quatre vingt quatre du Code civil.

Sect. 1re. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans, de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, que l'article trois mille cent quatre vingt quatre du Code civil soit et demeure amendé de manière à mettre après les mots "règles ne s'appliquent pas aux rentes" ceux-ci "ni les dettes contractées pour les fournitures nécessaires faites à toute femme en habitation."

Sect. 2me. Il est de plus décrété, &c., que le privilége des gérans et économes, tel qu'il est consacré par le dit article trois mille cent quatre vingt quatre entre la première et la seconde ligne, ne s'étende qu'aux trois années qui précèdent la faillite ou la mise en liquidation des banques.

Sect. 3me. Il est de plus décrété &c.; Que cet acte aura force de loi à dater de sa promulgation.

(Signé) C. DERBIGNY,
Orateur de la Chambre des Representans.
(Signé) FELIX GARCIA,
Président du Sénat.

Approuvé le 13 mars 1843.
(Signé) A. MOUTON,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

(No. 71)

ACTE

Pour amender les lois relatives aux partages

Section 1re. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale; que toutes les fois que deux ou plusieurs individus seront co-propriétaires d'une étendue de terre susceptible d'être partagée entre eux, chacun des co-propriétaires ou un plus grand nombre d'entre eux aura le droit de contraindre une action pour le partage de la totalité de la dite terre dans chacune des dites paroisses.

Sect. 2me. Il est de plus décrété, &c.; Que dans tout partage judiciaire, par suite duquel le bien à être divisé entre les parties prenantes et privilégiées, tant entre l'un des co-propriétaires ou rassemblement par le seul fait de partage, ou par qui aura acheté au partage, et consenti de ses co-propriétaires, ou par lots tirés au sort, ou par licitation entre les co-propriétaires ou étrangers, ou par tout autre mode légal, ou par un partage à l'amiable, et cela conformément à l'ordre de préférence établi dans l'article 1304 du Code civil.

Sect. 3me. Il est de plus décrété, &c.; Que toutes les fois que dans un procès en partage intenté devant l'une des cours de district, il y aura lieu à faire le tirage par lots, le dit tirage sera fait, non directement, soit indirectement, à la cour ou devant elle, mais devant un notaire public, à la date et sous la juridiction fixées par la cour, sauf le droit de demander le rappel de la cause.

Sect. 4me. Que toutes les fois que dans un procès en partage intenté devant l'une des cours de district de toute personne saisie en vertu d'un ordre émané de la dite cour, pour la saisie d'un immeuble appartenant soit à un absent, soit à un mineur, ou à une personne interdite, ou verte d'un conseil judiciaire, ou d'un shérif, le pouvoir d'ouvrir et de faire remettre les testaments et autres actes de dernière volonté qui pourront être trouvés dans la succession de la dite personne ainsi saisie en vertu de l'ordre de la dite cour, ou dans celle d'un autre tribunal, ou devant un notaire public, ou devant un juge de paix, ou devant un shérif, ou devant un autre officier public, ou devant un greffier de la cour de district, ou devant un commissaire de la cour de district